

BULLETIN INTERIEUR

Numéro spécial

20 francs

23 décembre 47

COMITE CENTRAL des 20 et 21 décembre 47

ORDRE DU JOUR :

- 1°) Leçons des grèves et situation politique
- 2°) Activités du Parti pendant les grèves
- 3°) Recrutement et organisation
- 4°) Regroupement révolutionnaire

Le C.C. décide que les camarades membres du Parti, qui, appartenant à une fédération de travailleurs en grève, n'ont pas participé à l'action de tous les ouvriers, sont exclus du Parti.

ADRESSE AU S.I.

Le C.C. de la section française adresse ses remerciements au S.I. pour l'organisation d'une souscription internationale d'aide financière au P.C.I.

UNANIMITE moins 1 ABSTENTION

LECONS DES GREVES ET SITUATION POLITIQUE :

Le C.C. a :

- A - Une résolution d'orientation politique
- B - Une résolution sur le Front Unique
- C - Une résolution sur la préparation de la Conférence Nationale de l'opposition syndicale.

et a déterminé les grandes lignes d'un appel pour l'unité syndicale à rédiger par le Bureau Politique.

A. RESOLUTION SUR LA SITUATION POLITIQUE ET LES TACHES

LA PLACE DES MOUVEMENTS DE GREVE DE NOVEMBRE - DECEMBRE DANS
LE PERIODE REVOLUTIONNAIRE OUVERTE PAR LA GUERRE

Les mouvements de novembre - décembre représentent le point culminant de l'étape ouverte par la grève RENAULT. - Le caractère dominant de cette étape c'est que l'initiative était aux mains de la classe ouvrière, toute lutte partielle posant dans son développement, la nécessité de la grève générale. - La vague de grèves de novembre - décembre, où pour la première fois, le PCF joue un rôle propulseur, aboutit dans certaines régions à de véritables journées révolutionnaires. Elle a posé dans les faits des problèmes qui ne pouvaient être résolus que par la lutte pour le pouvoir et ceci fut ressenti par de larges couches ouvrières sous la forme de la nécessité du renversement du gouvernement.

Tout était possible et cependant le mouvement s'est épuisé sans trouver son issue révolutionnaire. La responsabilité en incombe totalement aux dirigeants sociaux-démocrates et stalinien qui ont brisé ouvertement l'unité du front de classe. Les dirigeants de "Force Ouvrière", par leur propagande, ont renforcé la méfiance ou l'hostilité de larges masses, conséquence de la politique du PCF : grèves brisées, violences physiques calomnies dans le passé; dans cette grève : mots d'ordre et stratégie qui non seulement n'apparaissaient pas dictés par les intérêts du prolétariat mais qui limitaient, fragmentaient, les perspectives révolutionnaires de l'ensemble du mouvement.

Les hésitations des travailleurs se comprennent aisément. Ce n'est pas pour les 25 %, ni pour lutter contre le "Parti américain", ni pour faire renaître le tripartisme, que les travailleurs pouvaient s'engager avec enthousiasme dans une grève générale dont le B.C. majoritaire refusait d'ailleurs de prendre la responsabilité.

La classe ouvrière ^{est} sortie de cette grève avec des forces entamées. Mais elle n'est pas brisée, et de larges couches ont conscience qu'il fallait se battre tous ensemble pour le minimum vital et sa garantie et posent les problèmes d'une nouvelle direction.

LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

Pendant toute la période des grèves la bourgeoisie française, résiste à la politique de pression des stalinien, quelque soit le prix de cette résistance, afin de maintenir l'orientation américaine de cette politique. Elle utilise la force, mais avec un appareil d'état extrêmement faible, qui ne peut obtenir certains succès qu'en profitant de la volonté stalinienne de ne pas mobiliser les masses en vue de luttes révolutionnaires (pas de constitution d'organismes de défenses en dehors des groupes putschistes limités au PCF).

Les conséquences de l'échec de la grève ne sont pas telles que la bourgeoisie française ait pu les exploiter pour briser les organisations ouvrières à l'aide de son appareil d'état. Bien que la profondeur de la crise nécessite l'écrasement de la classe ouvrière, la bourgeoisie, dans le rapport de force présent, en est incapable, vu l'insuffisance de ses moyens. Elle s'oriente vers un travail préalable de désagrégation intérieure du mouvement ouvrier, et de répressions limitées et hypocrites.

LA SITUATION ISSUE DE L'ECHEC DE LA GREVE GENERALE

La victoire de la bourgeoisie n'a pas liquidé la période révolutionnaire ouverte avec la 2^e guerre impérialiste, mais l'initiative qui, était aux mains de la classe ouvrière est passée dans celles de la bourgeoisie. Cela se manifeste par :

- 1°) Une offensive poursuivie et redoublée contre le niveau de vie des masses.
- 2°) Une offensive sur le plan de la "discipline dans le travail" qui se caractérise par des mutations, des brimades, des restrictions aux libertés syndicales, des licenciements, encore limités, de militants, mais qui peuvent s'élargir.
- 3°) Une pression parlementaire accrue du RPF qui, sur la base de l'échec ouvrier et des mesures que le gouvernement prend contre la petite bourgeoisie, peut, sur le thème de l'antiparlementarisme, regrouper de très larges forces dans tout le pays.
- 4°) Une politique tendant à renforcer l'isolement du PCF
- 5°) Surtout la scission syndicale

La scission syndicale a été montée de toutes pièces par BLU" - "OLLET - PIVERT. C'est la social démocratie qui en a pris l'initiative. L'aile réformiste de la CGT y était encore opposée, pour l'immédiat. Jusqu'au dernier moment, même à la conférence de Force Ouvrière, JOUHAUX était contre la scission. C'est brusquement que, contraint et forcé par l'appareil du P.S., il l'a accepté, faisant passer son désaccord tactique derrière son accord fondamental sur l'orientation politique de BLU".

La scission de la CGT sera un coup très dur contre la classe ouvrière. Elle va se manifester par une désaffectation très large à l'égard du mouvement syndical. Elle ouvre la voie dans les entreprises à toutes les manoeuvres anti-ouvrières du patronat.

LE PARTI STALINIEN

Les changements de la politique des staliniens, du tripartisme au déclenchement des grèves, ont été dictés tout d'abord par les nécessités de la politique du Kremlin, se raidissant dans son conflit avec l'impérialisme américain et cherchant à entraîner une agitation permanente dans l'attente d'une crise de l'économie américaine. D'autre part, par la nécessité de prendre bien en mains les masses qui les suivent et de regrouper ses militants.

La politique stalinienne a consisté à exploiter les grèves pour faire pression sur la diplomatie des gouvernements bourgeois, elle n'a jamais visé à s'emparer du pouvoir par crainte des conséquences d'une extension du mouvement révolutionnaire. C'est cette politique qui est la cause directe de l'échec de la grève générale.

La tâche du Parti consiste à expliquer très largement ces causes et ces aspects afin de détruire l'idée répandue à la base que les dirigeants staliniens ont commis des "erreurs" (la grève est venue trop tard, etc...)

La direction du Parti stalinien s'efforce à présent de regrouper ses militants et la classe ouvrière autour de lui en exploitant la répression, les poursuites dont ses militants sont victimes; et elle ne va pas manquer d'exploiter le fait de la scission syndicale par "Force Ouvrière" et le sentiment unitaire des masses.

Néanmoins, le résultat global des grèves est un échec lourd pour le PCF. Celui-ci se trouve sur la défensive. Après des années pendant lesquelles il a été un pôle d'attraction pour de larges couches de la population, il subit inévitablement des pertes sur la droite comme sur la gauche.

CONTRE LA SCISSION SYNDICALE

Dans l'immédiat, la tâche la plus importante du Parti est de combattre la scission syndicale et de limiter les effets désastreux qu'elle aura dans les rangs ouvriers.

Le mot d'ordre de réélection des directions syndicales et de convocation immédiate d'un Congrès extraordinaire de la CGT en rendant l'initiative à la masse des syndiqués, limitera considérablement les possibilités de manœuvres des bureaucrates de "Force Ouvrière".

LA POLITIQUE DU PARTI

La situation nouvelle, créée par l'échec de la grève générale, le passage de l'initiative aux mains de la bourgeoisie et la scission syndicale, impose au parti de modifier sa politique et de préconiser à la classe ouvrière une stratégie de reconstitution du front de classe et de préparation des luttes futures à partir des leçons de l'échec de la grève générale. Cette situation donne une place à la plus large propagande qui prend le pas sur l'agitation. Dans cette situation nouvelle le rôle du Parti devient de plus en plus primordial tant pour la construction de la nouvelle direction que pour aider les travailleurs à dégager les moyens et les formes des luttes qui permettront une nouvelle marche en avant de la classe ouvrière.

LE FRONT UNIQUE

Dans la nouvelle stratégie, le Front Unique acquiert une place de premier plan dans les mots d'ordre d'agitation du Parti :

- Contre les lois scélérates, contre les sanctions, contre les offensives du patronat, contre les conditions de travail, etc...
- Pour la préparation de la lutte pour l'échelle mobile, notre Parti doit faire des propositions de Front Unique aux grandes organisations ouvrières PS, PCF, CGT. Cette stratégie de Front Unique s'exprime :

I°) dans une agitation générale dans "La Vérité" pour démontrer la nécessité d'unir dans l'action et pour la préparation de la grève générale

.....

les ouvriers socialistes, communistes, Trotskyistes et sans parti.

2°) dans des propositions d'action commune de la base au sommet et trouvant un terrain d'application pratique à la base, contre les sanctions pour la défense des libertés syndicales, etc, et sur un autre plan contre les actions du R.P.F.

La stratégie du front Unique doit tendre essentiellement à réaliser des actions communes à la base, et pour cela s'appuyer toujours sur des propositions aux directions. A travers cette activité, le Parti pourra, non seulement mobiliser des ouvriers dans des actions contre la bourgeoisie, mais gagner des ouvriers communistes et socialistes.

II. PROPAGANDE

1°-LA GREVE GENERALE ET LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

Ces mots d'ordre cessent d'être des mots d'ordre centraux d'agitation, mais ils continuent à être au premier plan dans la propagande du Parti, servant à préparer les batailles futures à partir de l'expérience gigantesque faite par les ouvriers..

Dans l'avenir le plus immédiat, le Parti doit s'attacher à toutes les manifestations de combat de la classe ouvrière. Contre les sanctions, pour les libertés syndicales, les militants du Parti ne doivent pas hésiter à lancer des mouvements limités dans le temps, susceptibles d'être suivis par tous les ouvriers, quelle que soit leur tendance et leur appartenance syndicale. Mais poseront sur le terrain propagandiste le problème de l'extension des luttes qui supposerait une nouvelle maturation dans les masses pour qu'elles soient capables de s'engager dans la grève générale. Cette maturation peut par exemple être provoquée par une offensive du front du Gaullisme.

LES ETATS UNIS SOCIALISTES SOVIETIQUES D'EUROPE

Pour répondre aux problèmes internationaux que les travailleurs sentent peser sur la situation en France et pour surmonter la division créée par les chefs sur la base des "agents de Moscou" et du "Parti Américain", le Parti fera campagne pour les Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe

III. CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE DIRECTION

Le regroupement de l'avant-garde révolutionnaire qui sera un élément important de la préparation des luttes futures après l'échec de la grève générale et après la crise qui s'ensuit dans tout le mouvement ouvrier peut être poursuivie à une échelle beaucoup plus grande tant sur le plan syndical que sur le plan du Parti révolutionnaire lui même.

1°) Le Front Ouvrier - Le Parti donnera l'appui le plus complet à la tendance révolutionnaire "Front Ouvrier". Elle peut connaître un large développement par l'activité de ses membres dans les luttes, par une large initiative contre la scission syndicale et par une lutte acharnée dans tous les tronçons du mouvement syndical pour la reconstruction de l'unité.

2°) Le développement du Parti et le regroupement révolutionnaire. Le renforcement de la section française de la IV^e Internationale doit se poursuivre d'une part grâce au recrutement individuel dans les usines....

B - RESOLUTION SUR LE FRONT UNIQUE

présentée par LAMBERT et
DEIAZIERE

La politique des grandes organisations ouvrières, PCF et PS, n'a abouti dans la période passée qu'à diviser les rangs ouvriers. La politique du PS a tendu à isoler les staliniens et par là ont éloigné les militants socialistes par la stratégie de la base sur le parti américain.

Dans la vague de grèves qui vient de se développer où la classe ouvrière a développé une très large action, le Front Unique était un mot d'ordre essentiel.

Aujourd'hui, dans la situation ouverte par l'échec de la vague de grèves, par la scission syndicale, par le fait que l'initiative est ouvertement entre les mains de la bourgeoisie qui engage sur la base de l'échec ouvrier une offensive redoublée contre le niveau de vie et les libertés ouvrières, la stratégie du Front Unique a plus d'importance que jamais.

Contre les lois scélérates, contre les sanctions, contre les offensives du patronat, contre les conditions de travail, pour la défense de la liberté de la presse et des libertés démocratiques, contre l'agitation RPF, pour la préparation de la lutte pour l'échelle mobile, notre Parti doit faire des propositions de Front Unique aux grandes organisations ouvrières, PS, PCF, CGT. Cette stratégie de Front Unique s'exprime

1°) Dans une agitation générale, dans "La vérité" pour démontrer la nécessité d'unir dans l'action, pour la défense du niveau de vie des ouvriers, pour la défense des libertés démocratiques, pour la préparation de la grève générale, les ouvriers socialistes, communistes, trotskistes et sans parti.

2°) Dans des propositions d'action commune de la base au sommet, et trouvant un terrain d'application pratique à la base, contre les sanctions, pour la défense des libertés syndicales

3°) Contre le gaullisme, dès à présent, des propositions d'action commune peuvent être réalisées

- pour la vente de la presse ouvrière en commun
- pour chasser des quartiers ouvriers les vendeurs du R.P.F.

- pour disperser les réunions R.P.F.

Le Front Unique c'est avant tout des actions communes. En plaçant au pied du mur les directions des organisations traditionnelles, de les démasquer. Dans ce sens les propositions d'action doivent être formulées du sommet à la base, en comprenant que dans la conjoncture présente, c'est seulement à la base que des actions concrètes sont possibles. Nos propositions d'action commune doivent toujours avoir un aspect de réalisation possible, elles ne doivent jamais avoir un caractère artificiel particulièrement dans le domaine des formes d'organisation. C'est dans le développement de la situation politique et dans l'expérience que nous pourrons à une étape déterminée, préconiser des formes d'organisation du Front Unique, Comité d'Action de Front Unique ou toute autre dénomination. Dès maintenant nous devons dans la propagande montrer la nécessité de formes d'organisation de Front Unique de la base au sommet/

POUR : 22 BLEIBTREU - CALVES - BRADIER - LAMBERT - M. MESTRE - PRIVAS -
 MARIN - FRANK - ARTAUD - LEFEVRE - MINGUET - THOUREL - TORIN -
 CHERAMY (Suppléant VANI) - ROLAND - CRAIPEAU - DEMAZIERE -
 FILIATRE - BLOCH - MAGNIN - NORVAL - SIMON
 CONTRE : 4 PENNETIER - GALLIENNE - CHAULIEU - MONTAL -
 PARISOT présent n'a pas pris part au vote.

C - RESOLUTION SUR LA PREPARATION D'UNE CONFERENCE NATIONALE
 DE L'OPPOSITION SYNDICALE

Le C.C., considérant l'importance primordiale de la construction du Front Ouvrier, qui a des possibilités de développement des plus importantes, engage le Parti à mobiliser toutes ses forces pour la tenue d'une Conférence Nationale qui devrait se réunir les 17 et 18 janvier.

Sur les mots d'ordre de l'unité syndicale et du Congrès extraordinaire de la CGT, la Conférence Nationale devra s'efforcer de rassembler le plus large courant, militants et syndicats, sur un programme de lutte de classe.

Un manifeste signé en commun par le Front Ouvrier, l'E.E., Le syndicat parisien, des imprimeurs, Typos, etc... doit prendre l'initiative de cette Conférence

Adoptée à l'UNANIMITÉ

III - ACTIVITE DU PARTI PENDANT LES GREVES

RESOLUTION SUR L'ACTIVITE DU PARTI PENDANT LES GREVES

présentée par PRIVAS au nom du B.P.

Le C.C. constate :

1°) que la participation du Parti dans la vague de grèves de novembre - décembre 47 a constitué l'action la plus large que le Parti ait jamais menée dans la classe ouvrière.

Que son influence s'est accrue parmi les travailleurs, comme en témoignent les adhésions, la vente de "La Vérité" et l'autorité acquise par nos militants dans les entreprises.

Que le F.O. peut devenir une tendance beaucoup plus large grâce à son activité dans la grève.

2°) que cette action et cet élargissement de notre influence ont été rendus possible tant par l'attitude exemplaire de nos militants dans la lutte que par la ligne politique suivie:

- A - Lutte pour la Grève Générale par le combat pour notre programme Minimum vital garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier et le gouvernement ouvrier et paysan.
- B - ELARGISSEMENT de la direction et des tâches par les Assemblées communes de Comités de Grèves, organismes de dualité de pouvoir.
- C - Démonstration concrète de la trahison des chefs syndicaux et politiques stalinien par l'envoi de délégations demandant la grève générale au Bureau Confédéral et par des propositions de Front Unique.
- D - La délimitation d'avec les vantardises staliniennois continuant à chanter victoire alors même que leur politique avait amené un mouvement de désagrégation et de repli de la grève.
- Le C.C. approuve cette ligne politique générale. Il approuve l'activité de direction du B.F. et du secrétariat qui a permis la cohésion de l'action du Parti et une grande efficacité à nos militants.
- Le C.C. regrette que les moyens financiers limités n'aient pas permis une liaison plus grande avec la province.

Le C.C. approuve l'auto-critique du B.F. portant sur:

a) le manque de combinaison entre le mot d'ordre d'Assemblée Commune poussant à la constitution de direction autonome des travailleurs d'une part et d'autre part, le mot d'ordre de délégation au Bureau Confédéral et les propositions de Front Unique aidant les travailleurs (les militants stalinien en particulier) à faire l'expérience de la direction bureaucratique et à comprendre la nécessité d'une nouvelle direction émanant de la base (de type soviétique).

b) l'application de notre politique lors de la période de repli qui manqua de clarté sur les points suivants :

- 1°) utilisation de l'expression de "retraite" alors que les travailleurs dans leur ensemble // sous les coups de l'ennemi de classe,
- 2°) présentation de l'idée du repli en bon ordre devant des Assemblées Générales alors que la lutte était encore possible et désirée (sauf dans des cas précis). Nous n'aurions pu poser cette question que si nous étions déjà reconnus comme direction.

Mais les militants dans les entreprises, adaptèrent justement partout, la ligne politique aux conditions réelles et en ne posant cette question que dans les Comités de Grève, apparurent après la rentrée comme les plus clairvoyants et les plus sérieux dans leur tâche de dirigeants.

POUR 15 : MAJORITE DU C.C. - CONTRE 0 : minorité du C.C.

ABSTENTION 4 : PENNETIER - GALLIENNE - CHAILIEU - MONTAL

Le camarade PARISOT présent, n'a pas pris part au vote.

Les camarades PENNETIER - GALLIENNE - CHAILIEU - MONTAL approuvent l'activité déployée par le Parti dans les grèves, mais, ne pouvant approuver la ligne politique, s'abstiennent.

III - RECRUTEMENT ET ORGANISATION DU PARTIA - RESOLUTION D'ORIENTATION

présentée par PRIVAS

- I - L'orientation principale du travail du Parti est tournée vers la constitution de cellules d'entreprises. Les forces les meilleures du Parti sont utilisées d'abord dans ce travail.
- II - Les cellules locales doivent travailler dans un secteur prolétarien proportionné à leur force: maison, cité, etc..
- III - Un groupe d'Agit-Prop. mobile, composé de camarades militants dans les cellules du rayon ou de la région, se chargera des manifestations locales et régionales, directement sous le contrôle des Comités régionaux ou des Comités de Rayon.
- IV - Un Comité Régional comprenant un responsable, un secrétaire administratif, un trésorier (pouvant être le même), un responsable à l'Agit-Prop. et un responsable à l'éducation, devra obligatoirement fonctionner dans chaque région (plus un responsable de Presse, si le responsable à l'Agit-Prop. ne peut assumer les deux tâches.)
- V - Il suivra le travail des cellules et des isolés par des lettres mensuelles, des lettres individuelles et des visites. Il dressera un plan pour l'application systématique de la présente orientation.
- VI - Il veillera en particulier au travail de regroupement; d'orientation et de progression des sympathisants de chaque cellule et des sympathisants isolés.
- VII - Il veillera à une liaison constante avec le B.P. : rapport d'activité, trésorerie, critique des directives, récit d'expériences nouvelles à transmettre au Parti; etc..
- VIII - Chaque région informera au plus vite le B.P. de ses besoins techniques (ronéo, machine, stencyl, réparation, etc..) Le stock existant sera réparti aux régions selon leurs possibilités de travail d'entreprise. - L'appareil technique servira avant tout à aider le travail des militants dans les entreprises par l'édition de tracts et journaux du F.O. ou du Parti.

ADOPTÉE

23 pour - 3 contre - abstention.

RESOLUTION SUR LA TRESORERIE

- I - Le C.C. rappelle que le prix du timbre est de 30 frs ainsi que le prix de la carte.
- II - que n'est plus membre du Parti celui qui ne paie pas sa cotisation.
- III - que le paiement d'une phalange proportionnée aux ressources est une tradition rendue nécessaire par la faiblesse du Parti (en principe une journée de salaire par mois)
- IV - Etant donné les difficultés économiques des travailleurs, le C.C. propose le barème suivant de paiement des phalanges :
- | | |
|--|-----------|
| 1°) salaire de moins de 8.000 frs ;;;..... | 0 |
| 2°) de 8.000 à 12.000 frs..... | 50 frs |
| 3°) de 12.000 à 16.000 frs | 100 frs |
| 4°) de 16.000 à 20.000 frs ...K..... | 500 frs |
| 5°) de 20.000 à 25.000 frsK..... | 2.000 frs |
| 6°) plus de 25.000 frs | 5.000 frs |
- V - Le C.C. demande à chaque cellule de procéder au recensement des salaires et d'informer le secrétariat de la somme totale de phalanges à recevoir après avoir déterminé après discussion avec les camarades intéressés le montant des phalanges.
- VI - Le C.C. rappelle que la répartition de toutes les entrées (sauf exception approuvées par le B.P.) s'effectue de la façon suivante :
- 1/6 pour les cellules
 - 1/6 pour les rayons
 - 1/6 pour les régions

POUR 24 ABSTENTIONS 5

o o

o

RESOLUTION SUR "LA VERITE"

- I - Le C.C. approuve l'appel à l'augmentation de la vente de "La Vérité" lancé au Parti par le Secrétariat. Il insiste pour que l'objectif des 20 numéros vendus en moyenne par chaque militant soit atteint grâce à l'action unanime de tout le Parti. Si cette mesure est réalisée elle suffit à équilibrer le budget de "La Vérité"
- Les militants délaissant sans justification cette tâche de première importance pour la vie et le développement du Parti pourront être rétrogradés au rang de stagiaires.
- II - Le C.C. appelle toutes les régions à vérifier immédiatement le réabonnement des abonnés de leur région.

II

III - Le C.C. demande à chaque région d'effectuer au plus vite le règlement de leurs dettes à l'administration de "La Vérité". Les régions qui négligeraient de trouver un accord à ce sujet se verraient supprimer l'expédition de "La Vérité" à dater du 1^o février.

IV - Les ventes et les dettes de chaque région seront publiées dans le Parti.

V - Le C.C. invite tous les militants à être abonné à "La Vérité"

22 POUR 6 4 ABSTENTIONS

o o
o

RESOLUTION SUR LES PUBLICATIONS DU PARTI

Le C.C. approuve l'édition d'un Bulletin mensuel, si possible imprimé intitulé "La Vie Du Parti" - Comprenant :

- 1^o) des documents d'Agit. Prop. (schéma d'intervention citation, etc..)
- 2^o) des conseils et directives d'organisation
- 3^o) les expériences du Parti
- 4^o) des textes de discussion

Le C.C. décide d'organiser régulièrement des discussions sur des sujets d'actualité ou de politique générale, entre deux dates précises, la longueur des articles sera déterminée en fonction du sujet

La première partie sur la leçon des grèves : les articles seront reçus jusqu'au 1^o janvier 48 et n'exéderont pas 4 pages.

17 pour - 1 contre - 5 abstentions

o o
o

E - RESOLUTION SUR LES STATUTS -

(Présentée par le camarade CHAULIEU)

Le C.C. nomme une commission d'élaboration des statuts composée de : MARIN, SEVERIN, LUCIEN & CHAULIEU, chargée sur la base du projet de statuts élaboré par le S.I. de rapporter au prochain C.C. sur un projet de statuts du Parti.

-UNANIMITE-

Le camarade MARIN est responsable de cette Commission.

F - RESOLUTION SUR LE TRAVAIL PAYSAN -

Le camarade THOUREL est chargé d'organiser une Commission Paysanne et de rapporter devant le prochain C.C.

-10 POUR - 1 ABSTENTION -

RESOLUTION SUR L'ACTIVITE DES MILITANTS MINORITAIRES
PENDANT LA GREVE

(Présentée par le camarade CRAIPEAU)

Le C.C. tient à mettre au point les affirmations contenues dans une précédente note politique du B.P. sur l'activité des militants responsables de la tendance PARISOT pendant la grève. Il déclare que les camarades ont joué, à la base ou à leurs postes dans leurs comités de grèves, leur rôle de militants communistes internationalistes, et, pour plusieurs d'entre eux, amené au Parti de nouveaux militants ouvriers.

-18 POUR - 0 CONTRE - 5 ABSTENTIONS-

Les camarades abstentionnistes déclarent s'en tenir à la déclaration ci-dessous du B.P. Ils précisent ainsi le sens de leur abstention. Personne ne met en question le militantisme des camarades minoritaires dans leurs entreprises pendant les grèves. Mais plusieurs camarades minoritaires du C.C., qui n'ont pas eu à participer aux grèves, n'ont pas participé à l'activité du Parti au C.C. des Grèves.

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE

Les camarades du B.P., après avoir pris connaissance de la déclaration des camarades de la minorité du C.C., affirment qu'ils n'ont jamais mis en question la présence, dans les grèves, des camarades de la tendance PARISOT à leur poste de militants ouvriers, et ont seulement constaté et regretté que les éléments dirigeants se soient abstenus de participer au travail central du Parti.

APPROUVEE PAR LA MAJORITE DU C.C.

(Présentée par le camarade *ARIN)

1) . . . demande à nouveau aux camarades de la minorité de reprendre leurs postes au Bureau Politique. L'accord réalisé sur le problème de l'unité révolutionnaire entre le P.C.I., J.S et l'A.S.R., et l'accord réalisé dans le Parti sur cette question doit permettre une collaboration fructueuse.

- POUR 19 - ABSTENTIONS 7 -

PARISOT présent. N'a pas pris part au vote.

Les camarades minoritaires demandent un délai de 15 jours, pour consulter les camarades de leur tendance.

Le C.C. a enregistré la démission du camarade GEOFFROY de son poste au S.I. Le camarade le suppléant au C.E.I. sera désigné par la minorité du C.C. et soumis pour accord au B.P.

LE REGROUPEMENT REVOLUTIONNAIRE

(Résolution présentée par les camarades CHATAIGNIER & FRANK)

1) Le Comité Central du P.C.I. salue la rupture avec la social-démocratie de l'Action Socialiste et Révolutionnaire ainsi que la volonté manifestée par sa Conférence du 7 Décembre, d'oeuvrer au regroupement pour la construction d'un parti révolutionnaire.

2) Le Comité Central enregistre avec satisfaction la résolution du Comité National des J.S. constatant l'accord fondamental entre les J.S. et le P.C.I. et la possibilité immédiate de la fusion. Il estime également souhaitable qu'après une discussion et une clarification politiques approfondies les trois organisations participent à la construction du Parti révolutionnaire unique.

3) En conséquence, le Comité Central décide de poursuivre systématiquement la campagne pour l'unité révolutionnaire en vue de sa réalisation dans les plus courts délais et en s'efforçant d'y associer au maximum les militants révolutionnaires d'autres horizons, en premier lieu ceux qui rompent avec le stalinisme.

4°) Le Comité Central constate la volonté de front unique révolutionnaire manifestée tant par l'A.S.R. que par la J.S. Il décide d'organiser minutieusement un tel front unique, avant tout sur le plan du travail syndical et d'entreprise, pour le renforcement et l'élargissement de la tendance syndicale révolutionnaire "Front Ouvrier" et de proposer à l'A.S.R. et aux J.S. la tenue de conférences régionales pour la réalisation de ce front unique et pour mener campagne commune pour l'unité syndicale

Enregistrant la décision du Comité National des J.S. de faire reprendre à son organisation une partie de son activité de jeunesse et de proposer le regroupement de la jeunesse révolutionnaire dans son sein,

- le Comité Central recommande à la J.C.I. de répondre à cet appel en participant le plus activement et le plus rapidement possible au regroupement de la jeunesse révolutionnaire et de trouver avec les J.S. les modalités appropriées à cet effet.

L'unité de la jeunesse révolutionnaire sera un premier pas sur la voie du regroupement dans un parti révolutionnaire unique.

Le Comité Central salue la décision du C.N. des J.S. autorisant les militants de cette organisation à travailler dans une organisation révolutionnaire adulte et souhaite la bienvenue aux camarades des J.S. qui viennent renforcer les rangs de la section française de la IV^e Internationale.

Le Comité Central enregistre le projet de protocole d'accord établi par la commission désignée par le 4^e Congrès, comme base pour la préparation politique et la réalisation de l'unification avec les J.S.

RESOLUTION CRAIPEU -

Leçons des grèves et situation politique.

Le Comité Central adresse son salut aux millions de travailleurs qui, au cours d'un mois de grève, se sont battus pour défendre leur condition d'existence contre le patronat et le gouvernement.

Il s'incline devant ceux qui sont tombés dans cette lutte, victimes de la répression capitaliste, et devant leurs familles.

La défaite du 10 Décembre -

Le C.C. constate que le mouvement de grève qui s'est terminé le 10 Décembre a abouti à une défaite, dont les conséquences se feront sentir pendant longtemps.

Non seulement les travailleurs ont dû reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction à leurs revendications essentielles, mais la dernière semaine de la lutte a fait apparaître, dans de très nombreuses entreprises, et au sein des corporations les plus décisives pour la lutte ouvrière, le découragement, la lassitude et le scepticisme concernant l'issue victorieuse de la grève.

C'est pourquoi le mouvement ne pouvait plus être élargi dans les conditions où il était engagé, étant donné son impréparation totale, les méthodes bureaucratiques des dirigeants de la C.G.T., de ses fédérations et de ses organismes supérieurs, l'absence d'un programme revendicatif cohérent et adapté aux besoins actuels de la classe ouvrière française, c'est-à-dire capable de régler pour un certain temps le problème des salaires et des prix.

La rentrée du travail en masse était devenue inévitable. La décision prise à cet égard le 9 Décembre par le C.C. de grève et la majorité du bureau de la C.G.T., était juste. Cette constatation doit être faite sans rien enlever à la responsabilité des dirigeants confédéraux dans la défaite subie par la classe ouvrière, ni aux critiques qui doivent être faites de la façon totalement bureaucratique dont cette décision fut prise. Le gouvernement au service des capitalistes, est en effet, sorti victorieux de cette épreuve de forces, armé de lois anti-ouvrières et anti-syndicales.

La classe ouvrière pouvait vaincre -

Pourtant la classe ouvrière pouvait vaincre. Elle pouvait imposer au patronat et au gouvernement des revendications essentielles : La révalorisation des salaires sur la base d'un minimum vital garanti par l'échelle mobile.

Ces revendications, le P.C.I., les a défendues sans cesse depuis la libération, elles sont reprises par les Jeunesses Socialistes (autonomes) par l'action Socialiste et Révolutionnaire, ainsi que

par la minorité Syndicale "Front Ouvrier" et par de nombreux syndicats et sections syndicales. Elles s'imposèrent à travers la lutte revendicative à de larges couches de travailleurs conscients. Si bien que la Direction de la C.G.T. et celle du P.C.F. durent les reprendre en les mutilant plus ou moins.

Partis avec une augmentation de 25 % comme mot d'ordre principal, les dirigeants de la C.G.T. et du P.C.F., avaient dû y substituer dans le cours de la lutte : le minimum vital à Frs : 10.800,-- et la révision trimestrielle des salaires. C'est là un résultat de la haute conscience que l'Avant Garde Ouvrière a pris de ses intérêts.

En même temps, la combattivité magnifique dont faisaient preuve les travailleurs dans de nombreuses régions et corporations, notamment dans la métallurgie parisienne, à Marseille, Nice, St-Etienne et Valence, garantissait la victoire et montrait que de larges couches du prolétariat étaient prêtes pour une grève générale se fixant les objectifs cités précédemment.

Cette combattivité ne fut en rien diminuée, bien loin de là, par l'emploi des moyens mis en oeuvre par la bourgeoisie : la propagande engagée contre la grève, de la radio et de la presse, (à l'exception de celle du P.C.F., du P.C.I. et des J.S.) les promesses gouvernementales appuyées par JOUHAUX, "Force Ouvrière" et la S.F.I.O., la mobilisation de 80.000 hommes de troupe, l'usage de la violence armée pour prendre d'assaut les entreprises et briser la grève, les assassinats, les évocations et les sanctions, le vote des lois scélérates, l'emploi des jeunes organisé par le gouvernement et par "Force Ouvrière".

Pourquoi nous avons été battus.

La défaite est due à l'absence d'une direction révolutionnaire assez forte pour guider les masses vers la victoire.

Depuis 1944-45, le rapport entre les forces sociales s'était déplacé de plus en plus au profit de la bourgeoisie, grâce à la collaboration de classe pratiquée par les directions de la S.F.I.O. et surtout, du P.C.F. influençant la majorité de la classe ouvrière. Ce recul ouvrier s'était fait sentir essentiellement sur le plan politique. Il a été marqué par le recul électoral des partis ouvriers, les progrès de la réaction, la naissance et la victoire électorale du R.P.F.

De plus en plus, les classes moyennes tendaient depuis plus d'un an à se ranger derrière la bourgeoisie. Le P.C.F. se trouvait de plus en plus isolé.

La bourgeoisie recommençait à parler haut et dédaignait les services des staliniciens. Elle écrasait de plus en plus le niveau de vie des masses.

La classe ouvrière a livré bataille dans ces conditions moins favorables, néanmoins elle pouvait vaincre.

Mais l'Avant-Garde Ouvrière Politique, groupée autour du programme de la IV^e INTERNATIONALE s'est révélée une fois de plus, trop restreinte et trop faible pour s'appuyer efficacement sur la volonté des ouvriers les plus conscients organisés dans le P.C.F. et faire dans la lutte, la relève des Directions de trahison et de défrite.

C'est pourquoi la politique de trahison de Force Ouvrière, la violence et les mensonges de la bourgeoisie et de ses agents sociaux-démocrates et l'aventurisme stalinien, ont pu mener le mouvement à la défrite.

Et maintenant ?

Dans ces conditions les ouvriers vont tendre à quitter la CGT. dont la force ne les retiendra plus. L'ère de la C.G.T. de masses, groupant 5 à 6 millions d'adhérents est révolue.

C'est là un danger très grand pour la classe ouvrière. Les Militants Révolutionnaires, et le P.C.I. au 1er rang, doivent enrayer au maximum cet état de chose. La scission syndicale qui vient d'être consommée, va s'amplifier avec l'aide du gouvernement, l'argent des U.S.A. et la bénédiction de De Gaulle. Les militants révolutionnaires ont déjà vu où mène cette division syndicale. Ils doivent l'empêcher de toutes leurs forces.

Cela ne signifie pas que nous sommes prêts à oublier le rôle néfaste des chefs syndicaux. Au contraire. Le seul moyen d'empêcher la désaffection et la scission syndicale, c'est de prouver aux travailleurs que la C.G.T. est leur maison et qu'ils y ont librement la parole.

Après la défrite des grèves, les ouvriers doivent réclamer des comptes. Ils doivent exiger le remplacement des directions syndicales réformistes et stalinienne qui ont conduit à la défrite. Le seul moyen de sauvegarder l'unité syndicale c'est de donner la parole aux travailleurs syndiqués. Plus de diplomatie secrète au sommet !

Le seul moyen de rendre confiance aux syndiqués, c'est de récupérer la stratégie, les mots d'ordre et les méthodes de lutte de la C.G.T. aux conditions présentes et à l'évolution des esprits. Il faut en discuter clairement, devant tous les syndiqués. C'est pourquoi le P.C.I. a lancé le mot d'ordre "CONGRES EXTRAORDINAIRE ET DELEGATIF DE LA C.G.T."

Les luttes de demain :

Mais si la bataille est perdue, la guerre des classes ne l'est pas. La classe ouvrière a perdu bien des illusions qu'on lui avait inculquées sur la possibilité des rapports pacifiques avec la bourgeoisie. Grâce à sa ténacité et à son héroïsme elle a tenu jusqu'au bout. Si un certain nombre d'usines et de corporations ont du lâcher pied, cédant à la violence et à la faim, les forces essentielles de la classe ouvrière sont rentrées en ordre, en bloc et gardent leurs possibilités de combat.

Le gouvernement Schuman-Daniel Mayer a fait passer des lois d'exceptions qui dépassent en scélératesse les décrets du second empire contre la grève et la liberté de la presse.

Pour le moment, dans les conditions de relatif essor économique, la bourgeoisie peut se contenter d'un gouvernement réactionnaire, sous lequel la police tient le haut pavé et la Bourse fait ses choux gras.

Au premier orage d'une crise menaçant l'équilibre branlant de l'économie Française, la bourgeoisie française se jettera dans les bras d'une dictature ouverte, dont on peut dès maintenant prévoir la férocité. La défaite récente de la classe ouvrière travaille pour De Gaulle en paralysant la seule force capable de lui faire obstacle.

Dans les grèves et depuis les grèves on peut mesurer le porteur tragique de la division ouvrière à laquelle ont poussé dans la dernière période, les chefs socialistes et communistes français.

Il faut combattre les thèses criminelles de la "3ème Force" avec les cléricaux contre les ouvriers communistes et du front "anti-américain" avec les patrons contre les ouvriers socialistes.

La classe ouvrière doit retrouver le chemin de son unité d'action, seul barrage à la réaction et au gaullisme, comme le proclamait après les élections municipales le manifeste des J.S. et du P.C.I.

Déjà au cours des grèves de nombreux socialistes ont refusé de jouer les jeunes. Ils ont participé aux comités de grèves et aux piquets de grèves. Dechezelles et les militants de l'U.S.R. ont publiquement affirmé leur volonté d'unité d'actions. C'est la bonne voie.

Communistes Français, Socialistes, Anarchistes, Trotskystes, Socialistes révolutionnaires, tous doivent se serrer les coudes contre la réaction qui progresse. Tous doivent s'unir :

- Pour faire triompher les revendications ouvrières et l'échelle mobile.
- Contre les lois scélérates.
- Pour la liberté de la presse.
- Contre l'utilisation des soldats dans les grèves.
- Pour la liberté syndicale.
- Contre les manœuvres gaullistes.

Nous avons vu au cours des grèves de quel poids pouvaient peser les municipalités réactionnaires. Il faut dresser dans chaque commune les Comités Populaires de Vigilance, centre nerveux de la riposte ouvrière au gaullisme.

Face aux forces réactionnaires mobilisées de plus en plus ouvertement contre les travailleurs comme on l'a vu au cours des grèves, il faut organiser la défense ouvrière, grouper sur le plan local les volontaires, les encadrer d'anciens F.T.P. et militants

des milices populaires, les préparer à l'action pour la défense des travailleurs et des anti-fascistes.

Le Regroupement révolutionnaire.

Au cours même de la grève, les militants de l'aile gauche socialiste (A.S.R.) ont rompu avec le parti des briseurs de grèves, et proclamé la nécessité de former un parti révolutionnaire de luttes de classes.

Un tel parti, débarrassé des réformistes et de Wall-Street comme des staliniens et du Kremlin, est la seule garantie de la victoire. Il faut le forger ensemble.

Militants du P.C.I., des J.S, Socialistes Révolutionnaires, et du P.C.F., se sont trouvés côte à côte dans les grèves, ils ont ensemble été portés aux responsabilités du combat par les ouvriers en lutte. Ils doivent continuer à combattre doude à coude. Demain malgré les tendances centrifuges qui peuvent aussi se faire jour dans l'avant-garde ouvrière, ils forgeront ensemble le Parti Révolutionnaire qui mènera la classe ouvrière à la Victoire.

-POUR 8 - CONTRE 17 - ABSTENTIONS 2 -

RESOLUTION SUR LE FRONT UNIQUE

(Présentées par les camarades CHAULIEU & GALLIENNE)

Le rapprochement important d'une fraction des masses de mécontents des partis traditionnels vers notre programme de classes, pose la question du front unique sur un nouveau terrain.

Le minimum vital, l'échelle mobile, la levée des sections contre les grévistes, et d'une manière plus générale, l'action contre le R.P.F. posent concrètement à l'heure actuelle le problème de l'action commune entre militants Trotskyistes, Socialistes, Communistes, Anarchistes, ect... Etant donné d'une part, le rapport de force qui existe entre notre Parti et les directions traditionnelles, et d'autre part, la politique du P.S., notamment en ce qui concerne le Front Unique de la base au sommet ne se pose pas actuellement. en ce sens. La proposition de Front Unique adressée à la direction du P.S. et ~~Lu P.P.~~ ne peut avoir d'autre effet que de nuire au Parti.

Le Front Unique ne peut être sérieusement employé qu'à la base (à l'échelle locale et à l'échelle de l'entreprise)

L'idée d'un rassemblement des travailleurs dans l'action doit être au centre des préoccupations de nos organisations de base.

POUR 4 - CONTRE 22

RESOLUTION SUR LA QUESTION DE L'UNIFICATION

----- présentée par CHAULIEU

Le C.C. propose aux J.S. et à la J.C.I. la tenue d'un Congrès d'unification sous les modalités suivantes :

- 1°) Le Congrès des trois organisations se tiendra fin janvier
- 2°) Sa préparation commencera immédiatement par des discussions communes partout où cela sera possible, par l'édition de textes d'orientation et d'un Bulletin commun de discussion.
- 3°) Le Congrès d'unification se tiendra en commun, après une première séance où les trois organisations discuteront de l'unification elle-même
- 4°) Le Congrès décidera de la répartition des forces ^{entre} le Parti adulte et l'organisation de la jeunesse.

° ° °

RESOLUTION SUR L'A.S.R.

----- présentée par CHAULIEU

LE C.C. propose à l'A.S.R. :

- a) l'unité d'action sur un programme de classe
- b) l'ouverture de pourparlers d'unification sur la base d'un programme révolutionnaire.
- c) il lui offre une place dans "La Vérité" pour l'expression de ses positions politiques

POUR 3 (CHAULIEU 6 MONTAL - NED
POUR (avec réserves) 2 PENNETIER - GALLENNE
CONTRE 21

° ° °

DECLARATION DES CAMARADES MINORITAIRES AU COMITE CENTRAL

POUR L'UNITE DU PARTI

Au moment où, pour la première fois depuis le IV^e Congrès, nous participons au Comité Central, nous entendons faire le point auprès de vous et des militants du Parti sur notre attitude à l'égard de la direction présente du Parti.

LA DIRECTION ACTUELLE N'EST PAS LEGITIME.

Contrairement aux décisions du Congrès, notre organe central n'a pas encore publié la résolution présentée par 43 % des délégués qui expliquait pourquoi ceux-ci ne participeront pas aux votes du Congrès (sauf à titre indicatif sur la résolution politique PARISOT) du fait que les résultats du Congrès étaient truqués.

Nous rappelons les termes de cette résolution qui reste cachée au Parti:

"Nous constatons que le bloc des tendances FRANK et CHAULIEU s'est réalisé au Congrès pour frustrer la majorité d'une partie de ses mandats, qu'ont été notamment privés des droits de vote au Congrès, deux cellules du regroupement qui ont joué un rôle déterminant dans ce travail essentiel pour le Parti. Nous constatons que la majorité relative revient, non à la minorité FRANK, mais à notre tendance (que deux délégués ont rallié au cours du Congrès) par 50 mandats contre 48. Si la direction devait revenir à la majorité relative, ce n'est donc pas la tendance FRANK qui devrait diriger le Parti. Nous contestons donc les résultats de ce Congrès et n'en reconnaissons pas la validité. Nous faisons appel devant le S.I. et le IV^e Internationalo.

Toutefois, considérant l'intérêt supérieur du Parti, et afin de ne pas faire apparaître une division préjudiciable à l'unité révolutionnaire, nous avons décidé de reconnaître, en fait, jusqu'à décision de l'Internationalo, la direction actuelle issue du bloc FRANK CHAULIEU.

LA VERITE N'A PAS OSE PUBLIER LA RESOLUTION DU CONGRES SUR LE RAPPORT MORAL

Les 3 tendances minoritaires ont voté au Congrès contre le rapport moral : une résolution affirmant que la direction avait "désarmé le parti et capitulé devant le stalinisme". Nous constatons que contrairement à la décision formelle du Congrès, "La vérité" ne l'a pas publié. Elle n'a pas osé prendre devant les ouvriers la responsabilité de cette affirmation, prouvant par là qu'il s'agissait seulement d'une manœuvre à usage interne.

POURQUOI NOUS SIEGEONS AU COMITE CENTRAL

Au Congrès même, nous n'avons pas accepté la représentation falsifiée au C.C. qui nous était offerte (8 contre 16 à la tendance FRANK plus faible que la notre). Néanmoins au lendemain du Congrès, la direction actuelle manifestant, au moins en paroles, son intention de ne pas saboter l'unité révolutionnaire, par souci d'unité, nous avons accepté la représentation falsifiée qui nous était attribuée et décidé de siéger au C.C. Bien entendu, nous n'entendons pas par là, entériner les truquages du Congrès ni les fautes politiques de la direction minoritaire.

POURQUOI NOUS NE SIEGEONS PAS AU BUREAU POLITIQUE.

Nous avons refusé, au Congrès et depuis, de participer au Bureau politique. Non pas par position de principe sur la nécessité d'un B.P. homogène. Pendant 1 an nous avons essayé d'associer largement la majorité à la direction. Mais les camarades de la minorité ont sans cesse paralysé l'action de la direction et presque régulièrement utilisé leurs postes pour leur travail fractionnel. L'expérience a montré qu'entre la tendance FRANK et nous, il n'y a pas de collaboration fructueuse possible à la direction. Du moins dans les conditions politiques alors existantes. Nous n'entendons jouer au B.P. ni le rôle de saboteurs ou de gêneurs, ni le rôle de soliveaux. Aussi, tant qu'il n'y aura pas de changements dans les rapports de tendances, nous ne siégerons pas au B.P. avec les camarades de la tendance FRANK.

NOUS MILITONS A LA BASE.

Comme nous l'avons déclaré au Congrès, nous militons à la base en militants disciplinés. Chacun de nous apportera au Parti ce qu'il peut lui apporter, par son travail direct avec les travailleurs et les opprimés. Nous ne gênons ni ne gênerons l'action de la direction par une obstruction de tous les instants dont nous avons pu mesurer l'action paralysante et démoralisante quand nous étions à la direction. Nous ne transformons pas, ni ne transformerons pas en congrès permanents les réunions de cellules ou de commissions, ni les Assemblées Générales comme l'ont fait les minoritaires pendant un an.

Notre opposition sera avant tout constructive. Dans les cadres du parti tel qu'il est, sauf au cas où la direction présente s'apprêterait à porter un coup mortel à l'unité révolutionnaire, c'est avant tout par notre travail quotidien que nous nous efforcerons de barrer la route au sectarisme. En toute circonstance, notre attitude à l'égard de la présente direction du Parti et sa politique, sera celle de militants ouvriers qui se considèrent comme responsables devant leur classe.

NOS MILITANTS DANS LA GREVE

Une note du B.P. à l'organisation prétend que les dirigeants de la tendance PARISOT ont disparus pendant les grèves. Dans une A.G. de la R.P., le camarade PRIVAS a affirmé qu'ils avaient été des fantômes pendant les grèves. Nous nous élevons avec indignation contre de telles calomnies. Certes, personne de nous n'était aux postes de direction. Nous n'avons garde de profiter de l'occasion, comme la tendance

FRANK lors de la grève RENAULT, pour tenter un coup d'état dans le Parti, ni pour empoisonner les Assemblées des querelles de tendances ni pour se substituer à la direction. Nous avons fait notre devoir, chacun à sa place, essentiellement à la base. Sur 7 camarades parisiens membres du C.C., 4 étaient à la tête de leur Comité de grève.

- a) Cl. FALEZOU (Simon) à la tête du Comité de Grève des usines CHAUSSON (Asnières)
- b) NORVAL à la tête du Comité de Grève de son usine et à la tête de l'union locale du XIV^e
- c) FILIATRE à la tête du Comité de grève des Eaux, où il a gagné des dizaines de militants stalinien à nos idées.
- d) CRAIPEAU à la tête du Comité Cantonal de Grève des Instituteurs et du Comité Local Inter-Corporations.

Les 3 autres camarades qui ne pouvaient avoir une activité semblable (PARISOT et DEHAZIERE, anciens permanents n'ont pas encore trouvé de travail) se sont mis à la disposition des camarades des usines et ont aidé les dirigeants J.S. débordés de travail dans la grève.

Nous considérons que des attaques personnelles telles que celles mentionnées ci-dessus (appuyées d'in vraisemblables menaces de sanctions) ne peuvent qu'empoisonner l'atmosphère du Parti. Nous demandons expressément une mise au point formelle du Comité Central.

IL FAUT UNE COLLABORATION FRATERNELLE DANS LE TRAVAIL.

Il faut à tous prix balayer l'air empoisonné qu'on a respiré au Congrès et que ces méthodes maintiennent. Nous avons fait le maximum pour rétablir des rapports normaux d'organisation en dépit des conditions anormales créées par le Congrès.

Nous n'avons pas même mené de campagne contre la direction lorsque, prenant la tête lors des manifestations de la force réactionnaire dont elle n'avait pas su comprendre la proximité, elle a adopté brusquement les manteaux couleur de muraille, interdit la vente à la criée du N^o de la Vérité, supprimé une A.G. de la R.P., au moment où l'ensemble des camarades avait le plus besoin d'être armés politiquement et de recevoir des directives.

Toutefois nous considérons comme très néfaste d'avoir remplacé cette assemblée par une réunion dite "de cadres" dont n'ont pas été prévenus les camarades de notre tendance, membres du C.C., et dont on voulait interdire qu'ils eurent connaissance.

Une telle voie qui remplacerait les Assemblées du Parti par des assemblées fractionnelles ou des assemblées de tendances minoritaires serait mortelle pour l'unité du Parti.

Nous demandons au C.C. de prendre toutes les mesures pour associer au contraire, étroitement, dans le travail tous les camarades du Parti.